

Résolution adoptée

Séance plénière du 10 février 2026

« *Quartiers urbains populaires* : parlons solutions ! »

Déclaration du groupe des Outre-mer

Vaulx-en-Velin, Vénissieux, La Courneuve, Clichy-sous-Bois, Nanterre ou encore le Chaudron à La Réunion, Fort-de-France et Pointe-à-Pitre, toutes ces villes ont été l'épicentre d'émeutes. Les déflagrations et le déchaînement de violences ont braqué les projecteurs nationaux sur l'indifférence des pouvoirs mais plus globalement, c'est aussi le regard que beaucoup portent sur les quartiers populaires. Certains se sont même persuadés que ces quartiers et leurs habitants étaient une France à part, une France à problème qu'on identifie aux faits divers, trafics et à la pauvreté.

Cette population et en particulier les plus jeunes se considèrent exclus, stigmatisés avec ce sentiment que la République les a abandonnés. La France a créé un modèle pour répondre à l'époque à une pénurie de logements afin d'accueillir une immigration de travail. Ce qui était une solution politique à l'époque illustre l'incapacité des acteurs publics aujourd'hui, à agir de manière cohérente tant ils ont détourné le regard des réalités de ces quartiers. En dépit des opinions subjectives, de l'abandon et d'annonces en guise d'action, certains ont le courage de l'engagement, de l'initiative et de la créativité au lieu de céder au repli sur soi, à l'immobilisme et à la spirale de l'affrontement.

Dans l'Hexagone comme dans les Outre-mer, la promesse d'égalité ne s'est pas nécessairement traduite par une égalité réelle.

Même si le principe d'égalité ne peut pas être entendu et appliqué comme devant conduire à une égalité formelle, en toutes circonstances, en toutes matières et en tous lieux, cette résolution met en évidence les écarts de développement, d'accès aux services publics, à la santé, à la mobilité et aux conditions de vie.

Certes, l'ampleur des besoins et l'inaction des pouvoirs publics expliquent en partie cette situation, mais le niveau des investissements publics mérite d'être interrogé. Car contrairement à certaines idées reçues, l'Etat investit moins dans ces quartiers comme le sous-entend certains qui tendent à dire qu'ils seraient les assistés de la République.

L'heure n'est plus au constat, le dernier rapport commandé par l'exécutif a été salué par les décideurs de tous bords mais personne n'a répondu aux propositions qui nous invitaient collectivement à une réconciliation nationale.

L'enjeu majeur réside donc dans la capacité collective, à concilier les intérêts de ces populations et les potentialités de ces territoires, dans une relation sérieuse, responsable, féconde.

Cette résolution est un appel à changer de regard sur les quartiers urbains populaires. C'est un préalable à un changement de méthode. Alors, il est temps d'identifier les opportunités, de proposer de nouvelles réponses ou des solutions innovantes pour répondre aux défis actuels et préparer l'avenir.

Le Groupe des Outre-mer a voté la résolution.